



tre à chaque pas, et conquérir chaque pouce de terrain : le pays, levé en masse, opposait de tous côtés un cercle infranchissable de combattants.

Forcé de rentrer dans Dresde, Saint-Cyr y trouva les habitants tout prêts à se joindre à l'insurrection; il était sans vivres, sans munitions, sans espérance d'en recevoir ; il dut écouter les propositions des généraux alliés qui commandaient le blocus. Il consentit à sortir de Dresde, à condition que toutes les troupes composant la garnison seraient ramenées en France. La capitulation fut acceptée en ces termes, et signée par le général autrichien Kleinau et par le général russe Tolstoï. En conséquence les troupes françaises, au nombre de près de trente mille hommes, déposèrent les armes et se dirigèrent vers le Rhin. Mais à

peine se furent-elles avancées de quelques marches, que le généralissime Schwarzenberg, sans respect pour le traité consenti, déclara le maréchal et ses soldats prisonniers de guerre.

Cette odieuse violation du droit des gens montre assez quelle était la loyauté des adversaires de Napoléon : ils prétendaient combattre au nom de la morale et mentaient aux engagements les plus sacrés, de même qu'ils soulevaient les peuples au nom de la liberté, pour aggraver plus tard le poids de leurs chaînes. Six semaines après, la garnison de Dantzic faisait la même capitulation, et subissait la même perfidie. Les traités avec les alliés n'étaient plus que des guet-apens.

Les rois coalisés n'étaient pas plus sincères dans les offres de paix qu'ils transmettaient à l'Empereur. Rien n'avait arrêté la marche de leurs troupes jusqu'au Rhin, rien ne les empêchait de franchir le fleuve ; mais en face des frontières militaires de la France, ils s'arrêtèrent étonnés.

Quoique l'on n'eut encore organisé aucun moyen de résistance, ils s'épouvantaient à l'idée d'envahir le territoire de la grande nation ; si long-temps accoutumés aux défaites, ils semblaient ne pouvoir supporter le fardeau de leurs triomphes. Incertains et irrésolus, ils songèrent à négocier, soit pour gagner du temps, soit que réellement une brusque invasion en France leur semblât une témérité. M. de Saint-Aignan, ministre de France près la cour de Weimar, avait été, par une autre violation du droit, enlevé de son poste par une bande de leurs partisans.

Il fut envoyé à Francfort auprès de Metternich qui lui fit remettre une note approuvée par tous les représentants des autres puissances. Elle demandait en substance la réduction de la France à ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. A Prague, on avait été beaucoup moins exigeant ; car on laissait toutes les conquêtes de la république et une grande partie des agrandissements territoriaux décrétés par l'empire. Mais alors on était au-delà de l'Elbe ; à présent on touchait au Rhin. Ainsi nous verrons, durant tout le cours des négociations, les conditions devenir plus dures à mesure que les coalisés gagneront du terrain.

Napoléon était encore maître de la Hollande et de l'Italie ; il avait dans ce dernier royaume une forte armée, et deux autres en

Espagne : il pouvait donc sans mériter de reproches repousser les propositions de Francfort ; il les accepta. La ville de Manheim fut choisie pour la réunion du congrès, et l'Empereur donna son adhésion aux bases générales et sommaires indiquées à M. de Saint-Aignan. Cette adhésion était du 2 décembre ; sept semaines se passèrent avant que les alliés ne fixassent le jour de l'ouverture des conférences.

C'est que déjà ils ne se contentaient plus des conditions qu'ils avaient eux-mêmes faites. De nouveaux événements avaient plus gravement compromis la fortune impériale. D'abord, l'opposition du Corps-Législatif avait été pour les ennemis un encouragement et un appui ; aux difficultés intérieures s'étaient ajoutés d'immenses revers au dehors.

Au nord, la Hollande accueillant les Prussiens comme des libérateurs, avait proclamé son indépendance et rappelé la maison d'Orange ; au midi, Wellington avait franchi les Pyrénées et envahi les départements limitrophes ; à l'Est, Murat, sacrifiant au désir de conserver sa couronne tous les souvenirs de la patrie et de la famille, venait de traiter avec l'Autriche, et, pour première garantie de sa trahison, ils faisait marcher ses troupes contre le prince Eugène déjà aux prises avec une armée autrichienne.

Fiers de tous ces avantages, et peu soucieux de leur parole, à mesure qu'ils prenaient du cœur, les alliés ne se hâtaient plus de négocier : déjà les propositions de Francfort leur semblaient trop favorables à la France. Sans scrupules d'ailleurs sur les moyens, violateurs effrontés de toute convention, ils ne respectaient pas plus les droits des nations que les engagements de leurs négociateurs. Schwarzenberg, sans égard pour la neutralité de la Suisse, venait d'envahir ce pays avec la grande armée alliée : c'est par là qu'il se proposait de pénétrer en France.

C'était au moment même où les députés du Corps-Législatif opposaient de misérables discussions aux demandes urgentes de l'Empereur. Aussi était-il bien en droit de leur dire avec quelque amertume ces mots de reproche :

« Est-ce le moment de me faire des remontrances, quand deux cent mille cosaques franchissent nos frontières ? Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles, quand il

s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale ? Vos idéologues demandent des garanties contre le pouvoir : dans ce moment toute la France ne m'en demande que contre l'ennemi. »

Avant de quitter Paris, l'Empereur voulut rompre les chaînes de deux captifs couronnés, Ferdinand et le pape.

Avec le premier, on signa un traité en date du 11 décembre. L'Empereur reconnaissait Ferdinand, roi d'Espagne et des Indes, et s'engageait à retirer ses troupes. Le roi s'obligeait à faire évacuer son territoire par les Anglais. Mais déjà Wellington était devant Bayonne ; d'un autre côté, la régence de Madrid refusait la ratification, un décret des cortès ayant d'avance déclaré nul tout acte que souscrivait Ferdinand durant sa captivité. Ferdinand resta donc à Valençay : ce traité, qui peu de mois auparavant eût été une mesure de sage politique, ne fut considéré que comme un signe de faiblesse.

On ne réussit pas mieux avec Pie VII. Le 19 janvier, Beaumont, évêque de Plaisance, fut envoyé vers lui avec un projet de traité par lequel on lui rendait ses états, sans condition. Mais le vieillard ne voulut se prêter à aucune négociation. La restitution de ses états, disait-il, était un acte de justice, et ne pouvait être l'objet d'un traité ; il ne demandait qu'à retourner à Rome. Cette obstination devenait un embarras de plus : l'Empereur ordonna de le reconduire à Savone.

Ce n'était pas une concession qu'on avait faite en lui offrant la remise de ses états ; car déjà Rome n'appartenait plus à la France. L'Espagne venait de lui échapper ; la Hollande était rendue au prince d'Orange ; la Westphalie avait chassé son roi ; l'Italie était inondée des troupes autrichiennes jointes aux Napolitains.

Ainsi se détachaient l'un après l'autre, comme autant de pièces rapportées, les membres épars du grand empire. Déjà l'ennemi débouche à l'est, au nord et au midi dans les provinces intérieures. La France n'en est plus à combattre pour la conservation de ses conquêtes : il s'agit pour elle de l'intégrité de son propre territoire.

1814

**Invasion de la France par les armées alliées.**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1814, d'innombrables colonnes ennemies franchissaient les frontières de la France. C'était l'avant-garde de toute l'Europe en armes soulevée contre une seule nation. Un million de combattants ne semblait pas trop pour abattre le colosse impérial, affaibli cependant par deux années de terribles revers. Chaque peuple avait fourni son contingent pour l'œuvre de destruction ; Paris était la Jérusalem que voulait conquérir cette croisade nouvelle.

Les principales armées formaient trois grandes subdivisions : 1<sup>o</sup> L'armée de Bohême, commandée par Schwarzenberg, qu'accompagnaient les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse, se présentait par la Suisse : elle comptait trois cent mille hommes, Autrichiens, Bavaois, Hongrois, Galliciens, Russes, auxquels se mêlaient des Baskirs, accourus du fond de l'Asie, et des Musulmans appelés des bords de la Caspienne ; 2<sup>o</sup> l'armée de Silésie sous les ordres de Blücher, forte de cent quatre-vingt mille hommes, Prussiens, Saxons, Westphaliens, Hessois, habitants de toutes les principautés de la confédération germanique : cette armée traversait le Rhin sur toute sa longueur, depuis Coblenz jusqu'à Manheim ; 3<sup>o</sup> l'armée du Nord conduite par Bernadotte, comptant quatre-vingt mille Suédois, Hanovriens, Russes, auxquels donnaient la main douze mille Hollandais et huit mille Anglais, aux ordres du général Graham. Bernadotte devait occuper la Hollande, bloquer Hambourg et envahir la Belgique : l'ancien général républicain, qui convoite aujourd'hui le trône de Napo-

léon, est condamné pour prix de sa trahison à enlever à l'empire les conquêtes des armées républicaines.

A ces trois armées, il faut ajouter cent soixante mille Anglais, Espagnols et Portugais, qui, sous la conduite de Wellington, avaient déjà franchi les Pyrénées, à la suite des maréchaux Soult et Suchet ; et quatre-vingt mille Autrichiens, Illyriens, Italiens, commandés par les généraux Bellegarde et Bubna qui, malgré les efforts du prince Eugène, menaçaient de se frayer, à travers les Alpes, un chemin jusqu'à Lyon. Enfin quatre cent mille autres soldats s'organisaient ou étaient en marche sur les trois grandes lignes qui de Vienne, de Varsovie et de Berlin, conduisent à la frontière française.

Comment Napoléon pourra-t-il résister à cette terrible avalanche d'hommes et de canons ? Pour tout autre que lui la pensée même de lutter semblerait du délire. Pour lui, il ne désespère pas de vaincre. Soult et Suchet avec soixante-dix mille hommes devront contenir Wellington ; Eugène avec cinquante mille hommes s'opposera au passage de Bellegarde et Bubna. Carnot dans Anvers, Maison avec quelques corps détachés, les places fortes de la Belgique, les canaux, les rivières, les fleuves de la Hollande, arrêteront la marche de l'armée du Nord.

L'Empereur avec soixante à soixante-cinq mille hommes, composés en partie de vieilles bandes, en partie de conscrits équipés à la hâte, se charge de repousser les masses de Blücher et Schwarzenberg. Car déjà les deux armées de Silésie et de Bohême se trouvent en France : l'une s'avance par le Jura, l'autre par les Vosges. Quelques débris ramenés de Leipsig, reculent lentement devant Blücher qui traverse successivement la Saale, la Moselle et la Meuse.

La vaillante population des Vosges, aidée seulement de quelques régiments amenés par Mortier, dispute pendant deux jours contre Schwarzenberg le passage des montagnes. C'est là qu'on vit tout ce qu'on aurait obtenu d'un mouvement populaire : les braves paysans tinrent en échec la formidable armée de Bohême, et lui firent éprouver des pertes considérables. Mais le nombre l'emporta, les Vosges furent franchies : Schwarzenberg s'établit à Langres.

A la date du 20 janvier, les deux grandes armées alliées communiquaient entre elles, l'une adossée à la Meuse, l'autre aux Vosges, toutes deux tournées vers Paris dont elles étaient à moins de soixante-cinq lieues. Blücher appuie son extrême droite sur l'Aisne qui des-

cent vers la capitale, Schwarzenberg son extrême gauche sur la Haute-Seine. Châlons-sur-Marne occupe le centre du terrain situé entre ces deux cours d'eau ; c'est cette ville que Napoléon désigne pour son premier quartier-général, se plaçant ainsi entre ses deux ennemis, afin d'être à portée de frapper l'un et l'autre. Toutes les troupes dont il pouvait disposer reçurent ordre de s'y rendre.

Le moment était venu pour lui d'aller prendre la direction de la campagne. Les derniers moments de son séjour à Paris sont consacrés à des mesures d'administration intérieure. Le 23 janvier, des lettres-patentes investissent Marie-Louise du titre et des fonctions de régente : Joseph, le roi détrôné d'Espagne, lui est adjoint comme lieutenant-général de l'empire ; un conseil de régence doit les assister.

Le 24, les officiers de la nouvelle garde nationale sont réunis aux Tuileries ; l'Empereur paraît au milieu d'eux avec l'Impératrice et le roi de Rome, et, après les avoir entretenus des dangers de la patrie, il ajoute d'une voix émue :

— Je vous laisse l'impératrice et le roi de Rome, ma femme et mon fils ; je partirai l'esprit dégagé de toute inquiétude, parce qu'ils seront sous votre sauve-garde. Ce que j'ai de plus cher au monde, après la France, je le remets dans vos mains.

De longs cris d'enthousiasme répondirent à ces paroles : l'émotion de l'Empereur était si visible qu'elle s'était communiquée à tous les assistants ; ils protestèrent avec bruit de leur fidélité et de leur dévouement. Leur sincérité assurément ne saurait être mise en doute ; mais ils obéissaient plutôt à un entraînement inattendu qu'à une résolution bien arrêtée, et leur énergie ne devait pas survivre aux impressions du moment.

Dans la nuit, l'Empereur livra aux flammes les papiers les plus secrets, dit à sa femme et à son fils un adieu qui devait être éternel, et partit des Tuileries à trois heures du matin. Dans la soirée du 25, il arrivait au quartier-général de Châlons-sur-Marne.

Partout sur son passage, il avait été salué par des cris de joie et d'espérance. Les populations qu'avait consternées l'approche de l'ennemi, sentaient se dissiper toutes leurs craintes : la présence de Napoléon était un gage assuré de victoire ; jamais sa puissance mo-

rale sur le peuple ne s'était manifestée avec plus d'éclat que dans ces jours menaçants.

Cependant Schwarzenberg, sorti de Langres, descendait les deux vallées de l'Aube et de la Seine. Blücher pour se joindre à lui, avait à traverser la Haute-Marne et l'Aube. Napoléon remontait la Marne pour l'arrêter au passage.

Le 27, il rencontra à Saint-Dizier les têtes de colonne de deux corps de l'armée de Silésie, commandés par le général russe Lanskoï. Il les fit attaquer aussitôt par le général Duhesme : l'ennemi fut repoussé de tous côtés. Mais en même temps l'Empereur apprenait que Blücher, avec vingt-six mille Russes, avait déjà franchi la Marne, et se dirigeait sur Troyes : il résolut de l'attaquer avant qu'il pût se joindre à la grande armée autrichienne qui marchait vers Bar-sur-Aube.

Traversant rapidement la forêt de Der par des chemins épouvantables et sous des torrents de pluie, il atteignit Montiérender le 28 au soir, et le 29 au matin rencontra dans les bois de Maizières la cavalerie ennemie qui, chargée par le général Milhaud, se dispersa, et courut avertir Blücher de l'approche des Français. Le général prussien se concentra dans Brienne, fit occuper les hauteurs du château, et confia la défense de la basse ville aux deux corps russes de Sacken et d'Alsufief. Malgré les fatigues d'une longue et pénible marche, les français attaquèrent avec une vigueur désespérée. Blücher fut contraint de céder et se mit en retraite par la rive droite de l'Aube.

Napoléon se logea au château de Brienne : c'est là qu'il avait fait ses premières études militaires. Depuis cette époque, que d'événements gigantesques avaient dirigé cet obscur boursier de l'école ! Long-temps arbitre de l'Europe, à présent mis au ban de l'Europe, il semblait rappelé dans ces murs, afin d'être mieux averti des caprices de la fortune, qui l'avait élevé de si bas et s'apprêtait maintenant à le précipiter de si haut.

Même alors cependant il ne prévoyait une chute ni aussi prompte ni aussi profonde ; car au milieu de ses soucis, il se perdait en une foule de projets ; il parlait de rebâtir la ville, et d'acheter le château pour y fonder une école militaire et une résidence impériale.

Mais la victoire de Brienne ne donnait qu'une gloire stérile : au lieu d'arrêter Blücher, elle l'avait poussé plus promptement sur l'Aube,



où se trouvait Schwarzenberg ; les deux généraux se rencontrèrent à Bar. Aussitôt, revenant ensemble sur leurs pas, ils se portèrent sur Napoléon pour l'accabler de leurs forces réunies. Il était alors au village de la Rothière, à deux lieues et demie au-dessus de Brienne.

La rencontre eut lieu le 1<sup>er</sup> février. Les alliés étaient au nombre de cent soixante mille ; les Français n'étaient que quarante mille. Ils luttèrent cependant toute la journée avec une constance inébranlable

et conservèrent leur champ de bataille. Mais trop faibles pour recommencer le lendemain un combat aussi inégal, ils passèrent pendant la nuit sur la rive gauche de l'Aube, et se retirèrent à Troyes.

Après trois jours de repos dans cette ville, l'Empereur, continuant sa marche rétrograde, ne s'arrêta qu'à Nogent-sur-Seine.

Ce mouvement de retraite, funeste conséquence du combat de la Rothière, remplit de consternation les populations environnantes et porta le découragement dans le cœur des soldats. L'Empereur lui-même était dévoré d'inquiétudes. Toutes ses manœuvres pour empêcher la jonction des deux armées ennemies avaient échoué ; il jugeait bien qu'il lui était impossible, avec si peu de troupes, d'arrêter la marche de ces masses formidables. Les nouvelles qu'il recevait de tous côtés ajoutaient encore à ses perplexités.

Le maréchal Soult, obligé d'abandonner Bayonne, laissait ouverte la route de Bordeaux, et se repliait sur Toulouse. Wellington allait être maître du midi de la France. Au nord, Maison, pressé par les premiers corps de l'armée de Bernadotte avait dû évacuer la Belgique pour s'abriter derrière la ligne des places fortes élevées devant les frontières. Enfin, la marche des négociations prenait une tournure alarmante : car on négociait tout en combattant, ou plutôt on cherchait des deux côtés à gagner du temps afin de profiter des événements, et les événements tournaient rapidement au profit des alliés.

Le congrès de Manheim ne s'était pas même réuni : Caulaincourt

avait vainement attendu aux avant-postes qu'il lui fût permis de se rendre au quartier-général des souverains alliés. Le 27 janvier seulement, lorsqu'on apprit la nouvelle de l'arrivée de Napoléon au milieu de ses troupes, à Châlons-sur-Marne, Metternich daigna faire une réponse : la peur faisait cesser le silence calculé de la diplomatie. Caulaincourt fut averti que l'ouverture du congrès se ferait le 4 février, non plus à Manheim, mais à Châtillon-sur-Seine qui serait neutralisé.

D'après les instructions de Caulaincourt, il devait exiger les limites de 1799, offertes par les alliés eux-mêmes à Prague, et repousser formellement la proposition des *frontières naturelles* faites à Francfort. Mais après la bataille de la Rothière, et les mouvements rétrogrades de Soult et de Maison, l'Empereur sentit la nécessité de faire des concessions. Une dépêche datée de Nogent autorisa le duc de Vicence à traiter sur la base des frontières naturelles.

Mais les mêmes motifs qui triomphaient des résistances de Napoléon, augmentaient les prétentions des alliés. A Prague, ils avaient accordé les limites de 1799 ; à Francfort, ils avaient offert les frontières naturelles ; à Châtillon, ils exigèrent que la France rentrât dans ses anciennes limites, dans les limites qu'elle avait avant la révolution. Le 8 février, Napoléon reçut à Nogent copie de ce protocole.

A la lecture de ce document, il fut consterné. Le prince de Neuchatel et le duc de Bassano osèrent cependant lui conseiller de céder. Alors la douleur fit place à l'indignation. « Quoi ! s'écria-t-il, vous voulez que je signe un pareil traité !... Des revers inouïs ont pu m'arracher la promesse de renoncer aux conquêtes que j'ai faites ; mais que j'abandonne aussi celles qui ont été faites avant moi ; que pour prix de tant d'efforts, de sang et de victoires, je laisse la France plus petite que je ne l'ai trouvée ! Jamais !..... Que serais-je pour les Français quand j'aurai signé leur humiliation ? Que pourrais-je répondre aux républicains du Sénat, quand ils viendraient me demander leurs barrières du Rhin ? Dieu me préserve de tels affronts !..... »

Après cette explosion d'une noble colère, Napoléon se jeta sur un lit de camp, et ni les prières, ni les larmes du duc de Bassano ne purent vaincre sa résolution. L'empereur était surtout dominé par cette pensée : il ne pouvait sans déshonneur rendre la France plus petite qu'il ne l'avait reçue ; il ne pouvait sans déshonneur diminuer l'héritage de la république : sur ce point rien ne devait le faire tran-

siger, il lui en coûtait moins de descendre du trône que de violer le dépôt qui lui avait été confié. Tout ce que put obtenir le duc de Bassano, c'est qu'on répondit au duc de Vicence en termes vagues qui lui permirent de ne pas rompre sur-le-champ la négociation.

Le courrier était à peine parti, que le duc de Bassano rentrant dans le cabinet de l'Empereur, le trouva couché sur ses cartes, un compas à la main. Il lui annonça que la dépêche était expédiée :

— Il s'agit maintenant de bien autre chose, répondit Napoléon. Je suis en ce moment à battre Blücher de l'œil ; il s'avance sur Paris par la route de Montmirail. Je pars ; je le battrai demain ; je le battrai après demain. Si ce mouvement a le succès qu'il doit avoir, l'état des affaires se trouvera complètement changé, et nous verrons alors !

Voici ce qui ranimait les espérances de l'Empereur. Après la bataille de la Rothière, les deux armées alliées, au lieu de marcher ensemble sur Paris s'étaient séparées ; Blücher descendait le bassin de la Marne, Schwarzenberg celui de la Seine. Ils opéraient d'eux-mêmes une disjonction que Napoléon avait vainement tenté d'obtenir par ses manœuvres, et lui rendaient volontairement toutes les chances qu'il venait de perdre. Il ne fut pas long-temps à en profiter.

L'armée de Silésie forte de cent vingt mille combattants, s'avancait par la rive gauche de la Marne sur une seule ligne dont la tête touchait déjà La Ferté-sous-Jouarre, quand l'autre extrémité venait à peine de quitter Châlons.

En franchissant les douze lieues de traverse qui séparent Nogent de la route de Châlons à Paris, l'Empereur devait arriver au centre de la ligne ennemie, la couper en deux et en combattre séparément les différents tronçons. C'était une de ces manœuvres qui lui étaient familières, et qui devait renouveler les prodiges de la première campagne d'Italie.

Tout réussit ainsi qu'il l'avait calculé. Parti le 9 de Nogent, il rencontra, le 10, au village de Champaubert plusieurs colonnes ennemies. C'était le corps russe du général Alzufief. L'attaque fut prompte et décisive : l'ennemi fut mis dans une déroute complète et se sauva dans le plus grand désordre, après avoir perdu cinq mille hommes et vingt-une pièces de canon.

L'armée de Silésie était coupée en deux : l'avant-garde aux ordres des généraux Sacken et York était aux portes de Meaux, le reste de l'armée, commandé par Blücher, était entre Champaubert et Châlons.

Les uns et les autres, avertis par les fuyards de Champaubert, accouraient au-devant de la petite armée impériale. Ce fut contre Sacken et Yorck que Napoléon dirigea ses premiers coups : il les rencontra le 11 à Montmirail. Cinquante mille Russes et Prussiens se trouvaient en face de vingt-cinq mille Français. Mais l'Empereur était là ; rien ne put résister à l'impétueuse ardeur qu'il communiquait à ses troupes.

Les alliés, culbutés sur tous les points, se sauvèrent à travers champs, dans la direction de la Marne, et ne se rallièrent qu'à Château-Thierry. L'Empereur les y atteignit le lendemain, les chassa de la ville et les força de s'enfuir en désordre dans la direction de Soissons. Les ennemis avaient perdu à Montmirail six mille hommes et vingt-six canons ; ils perdirent à Château-Thierry trois mille hommes et six canons : plus de deux mille fuyards, qui ravageaient et incendiaient les campagnes, furent exterminés par les habitants. Napoléon abandonnant à Mortier la poursuite sur Soissons, se retourna sur Blücher.

Celui-ci accourait avec le gros de son armée, et entra le 13 à Montmirail, au moment où l'Empereur arrivait à une demi-lieue de là, dans la plaine de Vauxchamps. L'armée impériale était réduite par ses succès des jours précédents, par ses marches rapides, par l'obligation de détacher plusieurs corps à la poursuite des vaincus. Blücher, au contraire, amenait des troupes nombreuses ; les Français étaient à peine un contre quatre. Napoléon cependant n'hésita pas à combattre, et le 14 au matin l'attaque commença.

Les Français firent des prodiges, enfoncèrent les colonnes ennemies et les repoussèrent en désordre sur la route de Châlons. Blücher, enveloppé à plusieurs reprises avec son état-major, fut obligé de se faire jour l'épée à la main, et s'enfuit en toute hâte au milieu de ses escadrons mutilés. En cinq jours, Napoléon venait de remporter quatre victoires ; vingt-cinq mille hommes en avaient dispersé cent vingt mille, dont plus de vingt mille avaient été tués ; le reste fuyait confusément sur toutes les routes.

Mais pendant ce temps, Schwarzenberg s'avavançait sur la Seine, forçant le passage à Nogent, à Bray, à Montereau, malgré les efforts des ducs. Le Bellune et de Reggio, qui disputaient le terrain pied à pied. Déjà l'ennemi était maître de Fontainebleau ; déjà les équipages des doux maréchaux avaient reculé jusqu'à Charenton. Paris était dans la consternation.

L'Empereur l'apprend : il abandonne aussitôt la poursuite de Blücher et s'avance en toute hâte vers Schwarzenberg. L'artillerie est conduite en poste, l'infanterie est transportée dans des charettes que fournissent à l'envi les paysans ; l'armée fait trente lieues en trente-six heures. A Guignes, à huit lieues de la capitale, on rencontre, le 16, les premières colonnes autrichiennes, qui sont aussitôt culbutées.

A Marmont, on atteint l'avant-garde de Wittgenstein qui est repoussée en désordre ; on l'attaque de nouveau à Nangis, où on lui tue quatre mille hommes ; à Donnemarie, on disperse le corps du prince de Wurtemberg : Schwarzenberg apprend avec effroi que ses colonnes, assaillies de tous les côtés, sont en pleine déroute : à la vigueur, à la rapidité des coups, il reconnaît la présence de Napoléon ; l'alarme se met au quartier-général des alliés ; les souverains reprennent rapidement le chemin de Troyes : tous les corps d'armée les suivent. La capitale est encore une fois délivrée.

Pendant il reste en arrière un corps de vingt-cinq à trente mille Autrichiens, sous les ordres du général Bianchi qui s'était avancé jusqu'à Fontainebleau. Afin de le séparer entièrement de l'armée principale, l'Empereur avait ordonné à Victor d'occuper immédiatement les ponts de Montereau, où il n'y avait qu'un faible détachement ennemi. Il fallait agir rapidement : Victor s'arrêta tout un jour à Salins et ne se présenta à Montereau que le 18 au matin.

Il était trop tard : depuis quelques heures quinze mille Wurtembergeois avec deux mille sept cents chevaux, détachés par Bianchi, s'étaient établis sur le plateau de Surville, et couvraient la ville et ses ponts. Victor fit des efforts énergiques pour réparer sa faute ; mais l'ennemi lui opposa une résistance inébranlable. Il avait quatre heures que l'on se battait sans résultats, lorsque Gérard arriva par la route de Nangis, en même temps que Napoléon se présentait par celle de Valence. Aussitôt l'attaque recommence plus impétueuse.

L'artillerie de la garde foudroie les masses ennemies concentrées dans les rues et sur les ponts. Napoléon lui-même pointe les canons et commande les décharges : plusieurs artilleurs sont tués à ses côtés. Les braves soldats supplient leur Empereur de ne pas s'exposer comme le dernier d'entre eux C'est alors qu'il répondit ces mots tant de fois rappelés :

— Allez, mes amis, le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu.

Enfin, après un combat des plus meurtriers, les faubourgs de la ville sont emportés ; le général Pajol s'élançe sur les ponts à la tête de sa cavalerie, pénètre dans les colonnes ennemies et les chasse devant lui. Les Wurtembergeois dispersés sont poursuivis à travers les rues et gagnent rapidement la campagne, non sans faire des pertes considérables. Mais l'ennemi, quoique vaincu, avait atteint son but : pendant la bataille, le corps du général Bianchi avait dépassé Montereau, et, se dirigeant sur Sens, allait rejoindre Schwarzenberg.

Napoléon témoigna hautement son mécontentement à Victor. Ce maréchal, au surplus, n'était pas le seul qui méritât des reproches, et si les braves soldats se montrèrent en ces jours terribles toujours dignes de seconder le génie de Napoléon, plusieurs généraux le compromirent par leur indécision et leur mollesse, et commirent des fautes impardonnables.

Au combat de Nangis, le général Lhéritier, commandant une division de dragons, avait négligé une charge qui devait amener la destruction du principal corps bavarois ; dans la nuit du 17 au 18, le général Guyot avait laissé surprendre plusieurs pièces d'artillerie ; à Fontainebleau, le général Montbrun avait, sans combattre, abandonné la forêt à des Cosaques ; enfin, à Montereau, au plus fort du combat, les batteries avaient manqué de munitions : on accusait de cette négligence le général Digeon. Ainsi, ce n'était pas assez de toutes les forces de l'ennemi ; il fallait qu'elles fussent aidées par les faiblesses de certains généraux.

Les journées suivantes furent consacrées à suivre l'ennemi sur la route de Troyes ; la retraite des Autrichiens ressemblait à une déroute : déjà une partie des bagages gagnait les passages des Vosges, les souverains étaient à Chaumont, la garde russe se dirigeait sur Langres. Le 24, l'Empereur rentra dans le chef-lieu du département de l'Aube.

Mais à peine un de ses ennemis était-il vaincu, qu'un autre se présentait. Blücher, après la bataille de Vauxchamps, s'était retiré à Châlons, ne sachant ce qu'étaient devenus les corps de Sacken et d'Yorck. Ces deux généraux, vivement poursuivis par Mortier, fuyaient dans la direction de l'Aisne ; le duc de Trévise comptait les acculer

sous les murs de Soissons, où il aurait achevé leurs troupes découragées.

Mais au moment où elles se présentaient en fuyant sous les murs de la ville, on vit s'ouvrir devant elles les portes, et plusieurs divisions russes et prussiennes s'empresser de les recueillir. Ces troupes, commandées par le général Woronzoff, avaient été détachées de l'armée de Bernadotte, après la conquête de la Belgique ; franchissant la frontière, elles avaient marché sur l'Aisne par Vervins et Laon, et s'étaient emparé de Soissons qui n'avait que quelques soldats pour garnison.

Ce hasard, non seulement sauvait les corps de Sacken et d'Yorck, mais annonçait à Blücher de nouveaux renforts qui lui permettaient de reprendre l'offensive. En effet, tous ces corps réunis, abandonnant aussitôt Soissons, se mirent en marche pour aller rejoindre Blücher à Châlons. Mortier, après leur départ, laissa dans Soissons une garnison de 1800 hommes sous les ordres du général Moreau.

Blücher, rejoint par les généraux Woronzoff, Sacken et Yorck, se trouvait à la tête de soixante mille hommes. Instruit de la retraite de Schwarzenberg, il résolut d'opérer en sa faveur une diversion qui pût le dérober aux coups de Napoléon. Se portant aussitôt sur les deux rives de la Marne, il s'avança rapidement vers Paris.

Le 26 février, Napoléon apprend que Blücher est à deux journées de la capitale : les ducs de Raguse et de Trévise, trop faibles pour l'arrêter, reculent lentement devant les Prussiens. Au moment d'atteindre Schwarzenberg, il faut encore une fois lâcher prise et courir au plus pressé.

Le 27, l'Empereur, parti de Troyes s'élança sur les traces de Blücher. Le 28, à Sézanne, il apprend que Marmont et Mortier ont été obligés de retirer à Meaux. Blücher n'est plus qu'à quinze lieues de Paris : au même moment, des dépêches de Troyes lui annoncent que son départ a fait cesser la terreur des Autrichiens, et que Schwarzenberg revient sur la capitale.

Ainsi tour à tour les deux ennemis fuient devant lui quand il s'approche, reviennent sur leurs pas quand il s'éloigne, rendant alternativement hommage à son génie, et par leurs craintes en sa présence et par leur audace en son absence.

Schwarzenberg toutefois est encore loin de la capitale ; Napoléon

calcule qu'il aura le temps de vaincre Blücher et de se rabattre promptement sur les Autrichiens. Le moment est venu de frapper successivement les deux assaillants.

Arrivé le 1<sup>er</sup> mars à Laferté-Gaucher, il apprend que Blücher est à la Laferté-sous-Jouarre, et annonce à ces troupes une bataille pour le soir même : elles s'élancent pleines d'ardeur, franchissent au pas de course l'espace qui les sépare de la Marne, lorsque, du haut des collines qui dominent Laferté-sous-Jouarre, elles aperçoivent sur la rive opposée Blücher et toute son armée en pleine retraite. L'annonce seule de l'approche de l'Empereur dégageait la capitale ; mais aussi elle dérobait l'ennemi aux coups. Les ponts étaient coupés ; toute la nuit et la journée du lendemain furent consacrés à les rétablir.

Les Prussiens se sauvaient dans un tel désordre, à travers des chemins de traverse défoncés par le dégel, qu'on espérait encore les atteindre avant qu'ils ne parvinssent à l'Aisne : les routes étaient couvertes de leurs blessés, de leurs traînards, de leurs bagages embourbés. Le 2 au soir, les ponts étaient rétablis, l'armée impériale traversa la Marne : en même temps, Marmont et Mortier, avertis, reprenaient l'offensive et s'avançaient sur la rive droite dans la direction de l'Aisne.

La position de Blücher semblait désespérée : avec une armée disloquée et paralysée par la crainte, il se trouvait aventuré dans les plaines qui séparent l'Aisne de la Marne : pressé sur la droite par l'armée de Napoléon, menacé sur la gauche par le corps de Marmont et de Mortier, ayant devant lui l'Aisne dont Soissons garde le seul passage, il se voyait à la merci de son redoutable adversaire.

Enlever Soissons de vive force lui paraît impossible ; ses troupes découragées s'enfuirent au premier coup de canon. N'ayant pas cependant d'autre alternative, il s'approche timidement de la ville. Quel est son étonnement et sa joie de voir s'abaisser les ponts-levis et accourir des troupes amies ?

Le même hasard qui avait sauvé Sacken et Yorck, sauvait encore l'armée de Blücher. Un nouveau corps détaché de l'armée de Bernadotte, fort de quarante mille hommes conduits par Bulow et Wintergerode, avait le 2 investi la ville. Le général Moreau pouvait se défendre, ses troupes étaient pleines d'ardeur : il capitula honteusement. Le 3, à midi, l'ennemi était reçu dans la place ; le 4, Blücher y pénétrait avec son armée.

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5<sup>e</sup> EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS